



Tel : 02.96.15.44.00

COMMUNE DE TREBEURDEN

PORT DE PLAISANCE DE TROZOUL

## RÈGLEMENT PARTICULIER DE POLICE

**LE MAIRE DE TREBEURDEN,**

**VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**VU** le Code des transports, titre III, et notamment les articles L 5331-5 et suivants,

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-3, L 2212-4 et L.2213-23 relatifs aux pouvoirs généraux du Maire en matière de police,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.218-1 et suivants,

**VU** le Code de la route, notamment pour ce qui concerne l'utilisation des voies de circulation,

**VU** le procès-verbal de mise à disposition de la commune de TREBEURDEN des biens meubles et immeubles du domaine public de l'État au port de plaisance de Trozoul, en date du 23 septembre 1985 ;

**VU** l'arrêté municipal du 22 janvier 1990 attribuant la concession du port de plaisance de Trozoul à la Société du Port de Plaisance de TREBEURDEN ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2006 approuvant un avenant n° 5 au cahier des charges réglementant ladite concession et le plan annexé ;

**VU** l'arrêté municipal portant Règlement de Police du Port en date du 30 juin 2022 ;

**VU** l'avis du Conseil Portuaire en date du 06 décembre 2023;

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2023 émettant un avis favorable à la modification du Règlement de Police du Port ;

Considérant qu'il appartient au Maire d'éditer un règlement particulier de police et de réglementer l'exploitation et l'utilisation des ouvrages, terre-pleins et équipements portuaires.

## ARRETE

### CHAPITRE I

### RÈGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DU PORT

**Article 1** : l'arrêté municipal du 30 juin 2022 est rapporté.

#### **Article 2 - Police du Port et exploitation -**

Le règlement s'applique à tous les usagers, permanents ou non, du port de plaisance de Trozoul tel que délimité administrativement (zone communale et concédée).

- **Agents chargés de la police du Port** : Le Maire ou ses représentants délégués, en particulier le Maître de Port Communal et tout agent habilité à dresser un procès-verbal.
- **Agents chargés de l'exploitation** :

- . Le Maire ou ses représentants dans le port non concédé,
- . Les agents du concessionnaire dans la concession.

### **Article 3 - Admission des navires et d'établissements flottants dans le port -**

L'usage du port tel qu'il est défini au plan annexé au présent arrêté est réservé d'une part aux navires de plaisance, d'autre part aux navires de pêche, aux navires de charges, navires à passagers ainsi qu'aux établissements flottants munis d'une autorisation délivrée annuellement par le maire, après concertation auprès du concessionnaire.

L'accès du port n'est autorisé qu'aux navires en état de naviguer ainsi qu'à ceux courant un danger ou en état d'avarie.

Le navire doit, dès son arrivée, se faire connaître aux agents chargés de l'exploitation du port ou aux agents chargés de la police du port.

Le propriétaire ou le responsable du navire, d'un établissement flottant devra en outre pouvoir justifier aux agents d'exploitation et agents de la Police d'une assurance couvrant sa responsabilité civile, les risques et dommages causés aux ouvrages du port et aux tiers, le renflouement et l'enlèvement de l'épave en cas de naufrage.

L'accès du port aux navires de commerce et de pêche courant un danger ou en état d'avarie n'est admis que pour un séjour limité, justifié par les circonstances.

### **Article 4 - Mouvements des navires -**

Le personnel chargé de l'exploitation du port règle l'ordre d'entrée et de sortie des navires dans le port. Les équipages des navires doivent se conformer à ses ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents ou avaries.

La vitesse maximale des navires dans les passes, chenaux d'accès, avant-port et bassin est fixée à trois nœuds, soit 5,5 km/heure.

Les navires ne pourront naviguer à l'intérieur du port que pour entrer, sortir, changer de mouillage ou pour se rendre à un poste de réparation ou d'avitaillement en carburant.

La navigation à la voile est interdite, sauf nécessité absolue, dans la concession.

Les feux d'entrée et de sortie du port doivent être strictement respectés : feux rouges, interdiction formelle d'entrer et de sortir - Feux : deux verts et un blanc, entrées et sorties autorisées avec croisement à droite.

### **Article 5 - Mise à l'eau des navires -**

Conformément au cahier des charges de concession, les usagers du port sont libres de faire appel aux professionnels du nautisme de leur choix pour tout service autre que l'amarrage ou le mouillage. La mise à l'eau et la reprise de l'eau des navires appartenant aux usagers du port (zone concédée ou communale) s'effectuera librement, par leur propre moyen ou par les professionnels de leur choix, sans que le professionnel ou l'utilisateur ait à supporter une quelconque charge financière portuaire supplémentaire.

La cale nord est réservée à l'usage du concessionnaire, des particuliers et associations nautiques locales effectuant la mise et la reprise à l'eau de leur embarcation personnelle avec leurs moyens propres et légers (attelages automobiles), ainsi qu'à celui des professionnels du nautisme intervenant pour les usagers permanents de la partie communale du port.

Comme stipulé au cahier des charges de concession « *le concessionnaire devra laisser aux usagers permanents de la zone communale extérieure à la concession le libre accès à ces cales en vue de la mise à l'eau et à sec de leurs embarcations* ».

Les opérations de mise et de reprise à l'eau sur les cales aux conditions qui précèdent relèvent de la responsabilité personnelle des usagers et s'effectuent s'il y a lieu aux conditions prescrites par le concessionnaire.

Les services de Police et de Secours, ainsi que la SNSM, disposent d'un accès prioritaire et permanent aux installations concédées, notamment de la cale sud.

Le CAP (centre de plongée), les pêcheurs professionnels visés à l'article 3 ci-dessus et les usagers du port circulant à pied et autres piétons disposent d'un droit d'accès aux installations concédées de la cale sud. Le concessionnaire définit en concertation avec les autres usagers autorisés les priorités dans l'usage quotidien de ces installations, en fonction notamment de ses contraintes d'exploitation et de la sécurité devant s'y appliquer. Il est responsable du bon fonctionnement de la fermeture des barrières d'accès et des moyens avertisseurs de manœuvres pendant celles-ci.

Quand il n'y a ni levage, ni manutention la barrière d'accès doit être levée. L'accès des usagers à la partie communale de la cale sud doit alors s'effectuer librement. Aucun obstacle ne doit entraver l'accès libre, gratuit et pérenne à cette partie communale

#### **Article 6 - Mouillage sur ancrés -**

Sauf le cas de nécessité absolue découlant d'un danger immédiat ou autorisation expresse des agents chargés de la Police du Port, il est interdit de mouiller dans les passes, chenaux d'accès et bassin.

#### **Article 7 - Amarrage -**

Les navires ne peuvent être amarrés qu'aux ouvrages prévus à cet effet.

L'usage des orins flottants est interdit.

L'amarrage à couple est toléré sauf opposition du propriétaire.

Cependant, en cas de nécessité, motivée par des raisons de sécurité, les agents d'exploitation ou les agents de Police du Port peuvent passer outre à cette opposition.

#### **Article 8 - Déplacement des navires -**

Les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port doivent pouvoir, à tout moment, requérir le propriétaire du navire ou, le cas échéant, l'équipage ou le gardien.

D'une manière générale, le propriétaire doit veiller à ce que son navire, à toute époque et en toutes circonstances ne cause ni dommage aux ouvrages du port ou aux autres navires, ni gêne dans l'exploitation du port.

Les agents chargés de la police du port sont habilités pour faire effectuer, en tant que de besoin, les manœuvres jugées nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire et sans que la responsabilité de ce dernier soit en rien déchargée.

Sauf nécessité ou urgence, tout déplacement ou manœuvres effectués à la requête des agents d'exploitation ou des agents de police du port fera l'objet d'un préavis de 24 heures, notifié à l'adresse du propriétaire et apposé en même temps sur le navire.

#### **Article 9 - Aides à la manœuvre des autres navires -**

Le propriétaire, l'équipage, ou le gardien du navire ne peut refuser de prendre, ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires.

#### **Article 10 - Prescriptions particulières -**

En cas de nécessité, toutes les précautions prescrites par les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port doivent être prises et, notamment les amarres doublées.

### **Article 11 - Usage du feu -**

Sauf autorisation accordée par les agents chargés de la police du port, il est défendu d'allumer du feu dans l'enceinte du port et d'y avoir de la lumière à feu nu.

### **Article 12 - Prévention des sinistres -**

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les équipements électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie. Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, pourront être neutralisés par les agents du port, sans préjudice, le cas échéant, de la responsabilité de l'utilisateur pour tout dommage imputable aux équipements qu'il aurait laissés branchés en son absence.

L'utilisation des appareils et équipements qui s'avèreraient à l'usage défectueux pourra être interdite par les agents chargés de la police du port. Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

Il est interdit de fumer lors des opérations d'avitaillement en carburant du navire.

Les extincteurs en état de marche sont obligatoires et doivent être tenus à portée de main. Ils pourront être exigés à tout moment sur simple demande des agents chargés de l'exploitation et de la police du port, principalement lors de l'avitaillement des navires.

### **Article 13 - Prévention des incendies -**

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive, autre que les artifices ou engins réglementaires, et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

Les opérations d'avitaillement seront effectuées en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque de pollution, de salissure, d'incendie et d'explosion, prioritairement à la station carburant du port de Plaisance.

### **Article 14 - Consignes de lutte contre les incendies -**

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines qui en sont voisines, tous les navires doivent prendre les mesures de précaution qui leur sont dictées par les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port.

Si un sinistre se déclare à bord d'un navire armé, la direction de la lutte à bord incombe au capitaine de ce navire. Toutefois, il est précisé que les agents chargés de la police du port sont juges des mesures à prendre pour éviter ou limiter l'extension du sinistre. L'opportunité du déplacement du navire sinistré, des navires voisins est du ressort des agents chargés de la police ou de l'exploitation du port.

Aucune mesure, telle que sabordage, échouement, surcharge en eau compromettant la stabilité du navire, et d'une manière générale toute action susceptible d'avoir une incidence sur l'exploitation des ouvrages portuaires ne doit être prise sans leur ordre ou leur accord.

Dans tous les cas, les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port restent juges des mesures à prendre pour éviter l'extension du sinistre. Dans ce cas leur autorité supplante celle du propriétaire, capitaine, ou utilisateur du navire sinistré, même à bord de son navire.

Toute personne ayant constaté un début ou un risque grave d'incendie doit immédiatement avertir les agents chargés de la police, de l'exploitation du port ou les sapeurs pompiers.

**- Numéro de téléphone des sapeurs-pompiers : 18.**

Les agents peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres navires et du personnel des établissements de gardiennage ou chantiers installés sur le port.

### **Article 15 - Entretien et réparation des navires et stockage du matériel de pêche -**

Dans l'enceinte du port et de ses dépendances, les navires ne peuvent être carénés ou réparés que sur la zone technique près du Castel affectée à ces activités (zones 11 et 12 sur le plan annexé), sauf autorisation spéciale des agents de la police du port.

Les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port prescrivent les précautions à prendre dans l'exécution de ces travaux. Ils peuvent être amenés, en tant que de besoin, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée.

Les agents de police du port prescrivent les emplacements destinés au stockage du matériel des pêcheurs professionnels.

L'amarrage d'engins de pêche et de viviers est interdit sur les pontons réservés aux plaisanciers.

### **Article 16 - Obligation de bon voisinage et pollutions sonores-**

Les prescriptions de bon voisinage valables à terre sont applicables aux séjours à bord des navires, notamment en ce qui concerne les nuisances sonores.

Les arrêtés préfectoraux et municipaux relatifs à la lutte contre le bruit s'appliquent aux navires de plaisance.

Sont interdits de jour comme de nuit, sur l'ensemble du domaine portuaire, tous bruits causés sans nécessité susceptibles de porter atteinte à la santé ou à la tranquillité du voisinage.

Les occupants de bateaux devront donc :

- écarter les drisses du mât, en les amarrant par exemple aux haubans,
- régler leurs appareils producteurs de sons (radios, télévision, instruments de musique, ...) de manière qu'ils ne constituent pas une gêne pour le voisinage,
- ne pas émettre de cris, hurlements, éclats de voix bruyants susceptibles de gêner le voisinage,
- veiller à ce que les comportements à bord ne soient pas une source de trouble de voisinage,
- ne pas faire tourner son moteur à quai en dehors du temps nécessaire aux manœuvres d'arrivées et de départs du ponton,
- ne pas effectuer de travaux susceptibles de provoquer des nuisances pour le voisinage. En cas de travaux importants prévus à bord, l'utilisateur devra déplacer son bateau sur une place adaptée, désignée par les agents de port.

En cas de déclenchements intempestifs et répétés d'alarmes sonores automatiques sur les navires, les agents du port peuvent intervenir pour neutraliser les appareils par tous moyens. Notamment en pénétrant à bord du navire pour neutraliser l'installation.

Le non-respect de cet article fera l'objet d'un courrier d'avertissement. En cas de récurrence, le contrat annuel du navire en question sera résilié et l'autorisation d'occupation d'un emplacement sera annulée.

### **Article 17 - Épaves et bâtiments vétustes ou désarmés -**

Tout navire séjournant dans le port doit être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité.

Si les agents chargés de la police du port constatent qu'un navire est à l'état d'abandon, ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux navires ou aux ouvrages environnants, ils mettent en demeure le propriétaire ou l'exploitant pour les navires situés dans la zone concédée de procéder à la remise en état ou à la mise à sec du navire. Si le nécessaire n'a pas été fait dans le délai imparti, il est procédé à la mise à sec du navire, aux frais et risques du propriétaire ou de l'exploitant, sans préjudice de la contravention qui sera dressée contre lui.

### **Article 18 - Épaves -**

Lorsqu'un navire a coulé dans le port, le propriétaire est tenu de le faire enlever après avoir obtenu l'accord de l'agent chargé de la police du port qui fixera les délais impartis pour le commencement et l'achèvement des travaux.

### **Article 19 - Déchets -**

Il est défendu :

- de jeter des terres, des décombres, des ordures, des liquides insalubres ou des matières quelconques telles que les eaux vannes ou eaux de vaisselle sur les ouvrages et dans les eaux du port, de la rade et des passes navigables ;
- dans le cas d'un système autonome de traitement des eaux usées qui rejettent les eaux traitées dans le port, un certificat mensuel de conformité au respect de l'eau devra être présenté aux agent du port.
- d'y faire aucun dépôt, même provisoire.

Les ordures ménagères et autres déchets doivent être triés déposés dans des containers prévus à cet effet, sur les terre-pleins du port. Il en est de même pour les huiles de vidange.

Afin de garantir la salubrité des eaux portuaire, la présence d'une cuve à eau noire est obligatoire dans tous les bateaux construits à partir du 1er janvier 2008. L'usage de cette cuve est obligatoire à l'intérieur du domaine portuaire. Toute vidange doit être effectuée à l'aide des équipements adaptés permettant le traitements des eaux usées (pompe d'aspiration sur le môle central)

### **Article 20 - Circulation et stationnement des véhicules terrestres -**

L'accès à la concession du port est strictement réservé aux véhicules des propriétaires détenteurs d'un emplacement permanent au port de plaisance de Trébeurden, aux véhicules du personnel du port de plaisance et aux véhicules de secours.

Il est interdit de faire circuler des véhicules automobiles sur toutes les parties du port autres que :

- les voies et parcs de stationnement ;
- les terre-pleins où cette circulation est expressément autorisée.
- sur le môle central, seuls peuvent circuler les transporteurs assurant le ravitaillement en carburant ainsi que les véhicules de sécurité.

La circulation le long du port n'est autorisée que dans le sens môle central vers l'isthme du Castel.

Des panneaux de signalisation réglementaires pour le stationnement et la circulation sont mis en place.

Le stationnement prolongé (72 heures) de tous véhicules n'est pas autorisé dans la concession portuaire.

Le stationnement des véhicules le long du port et sur le môle central est strictement réservé aux propriétaires détenteurs d'un emplacement permanent à flot au port de plaisance de Trébeurden (locataire annuel ou attributaire d'une garantie d'usage), ainsi qu'aux employés du port et aux professionnels oeuvrant sur les bateaux du port.

Un disque de stationnement est délivré chaque année, par le concessionnaire, aux propriétaires de navires et il doit être apposé sur le tableau de bord du véhicule de manière visible depuis l'extérieur.

Sur les cales, la circulation automobile et le stationnement sont strictement limités au temps nécessaire au chargement ou au déchargement des matériels, approvisionnements ou objets divers nécessaires aux navires.

Des dérogations aux règles fixées ci-dessus pourront être accordées par les agents chargés de la police du port, pour le transport à bord des navires de certains matériels nécessaires à leur entretien.

Les navires et leurs annexes ne doivent séjourner sur les ouvrages et terre-pleins du port que le temps nécessaire pour leur mise à l'eau ou leur tirage à terre, sauf aux endroits réservés à cet effet.

Les marchandises d'avitaillement, les matériels d'armement et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés ne peuvent demeurer sur les quais, pontons d'amarrages et terre-pleins que le temps nécessaire pour leur manutention, sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants à la diligence des agents chargés de la police du port.

La circulation sur la cale nord est réservée aux usagers du port pour la mise à l'eau des navires et dans la limite de deux véhicules simultanément sur la cale. Le stationnement des véhicules et des remorques y est interdit.

Le stationnement des remorques attelées se fera sur le terre-plein du port sur l'emplacement matérialisé face à la C.C.A.S. (perpendiculairement à la rue de Trozoul), pour une durée maximale de 10 heures. Le stationnement des remorques à bateau est strictement interdit en tout autre lieu du port.

#### **Article 21.1 – Circulation des personnes sur les ouvrages du port -**

L'accès au môle central du port de plaisance de Trozoul est interdit à toute personne étrangère à la police et l'exploitation du port.

Seuls sont autorisés :

- les pêcheurs professionnels, dans le cadre de leur activité.
- les propriétaires de bateaux, locataires d'un emplacement sur le ponton G ou bénéficiant d'un corps-mort en zone d'embossages.

#### **Article 21.2 – Accès aux pontons -**

L'accès aux passerelles ou aux pontons est strictement réservé aux usagers du port et à leurs invités. Les espaces communs (pontons, quai, passerelles, catways, ...) ne peuvent pas être privatisés ou être utilisés pour déposer des affaires personnelles. Tout rassemblement sur une passerelle ou un ponton, susceptible de perturber soit la stabilité de l'ouvrage, soit la circulation sur cet ouvrage, est interdit. En cas de non-respect de cette interdiction, les agents du port pourront faire évacuer les pontons ou passerelles et, le cas échéant, requérir à cet effet la force publique, aux frais du propriétaire.

#### **Article 22 - Exécution de travaux et dégâts aux ouvrages -**

Les usagers du port ne peuvent en aucun cas modifier les ouvrages portuaires mis à leur disposition. Ils sont tenus de signaler sans délai, aux agents chargés de la police et de l'exploitation du port, toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils occasionnent à ces ouvrages.

Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données à la contravention dressée à leur rencontre.

#### **Article 23 - Pêche -**

**Il est interdit :**

- de ramasser des moules ou autres coquillages sur les ouvrages du port,
- de pêcher à la ligne flottante ou au lancer dans le plan d'eau du port ou, d'une manière générale, à partir des ouvrages du port, sauf dans le cas de compétitions autorisées.

### **Article 24 - Sports nautiques -**

Il est interdit de pratiquer la natation et les sports nautiques dans les eaux du port, dans la rade et dans les passes navigables, sauf dans les cas de fêtes ou de compétitions sportives autorisées ou encore, d'autorisations spéciales délivrées par le Maire ou ses représentants.

Les responsables de ces manifestations sont tenus de se conformer aux instructions qui leur seront données par les agents chargés de la police du port pour l'organisation et le déroulement desdites manifestations.

## **CHAPITRE II**

### **RÈGLES PARTICULIÈRES AUX NAVIRES EN ESCALE**

#### **Article 25 - Admission des bâtiments dans le port -**

Tout navire entrant dans le port pour faire escale est tenu dès son arrivée, de faire auprès des agents chargés de l'exploitation une déclaration d'entrée indiquant :

- le nom, les caractéristiques et le numéro d'immatriculation du navire ;
- le nom et l'adresse du propriétaire ;
- la date prévue pour le départ du port.

En cas de modification de cette date, une déclaration rectificative doit être faite sans délai auprès des agents chargés de l'exploitation.

Les entrées et départs sont inscrits dans l'ordre de leur présentation sur un registre spécial où ils reçoivent un numéro d'ordre.

#### **Article 26 - Désignation des postes -**

L'emplacement du poste que doit occuper chaque navire pour la partie affectée aux usagers de passage, quelle que soit la durée du séjour envisagée dans le port, est fixé par les agents chargés de l'exploitation du port.

L'affectation des postes est opérée, dans la limite des postes disponibles, suivant l'ordre d'inscription prévu à l'article 22 ci-dessus. Les agents chargés de l'exploitation du port sont toutefois seuls juges des circonstances qui peuvent amener à déroger à cette règle.

#### **Article 27 - Admission de nuit -**

Le propriétaire ou l'équipage des navires faisant escale à une heure tardive doivent dès l'ouverture du bureau, effectuer la déclaration d'entrée réglementaire.

#### **Article 28 - Séjour dans le port -**

La durée du séjour des navires en escale est fixée par les agents chargés de l'exploitation du port en fonction des postes disponibles.

L'usager de passage est tenu de changer de poste si ce déplacement lui est ordonné par les agents chargés de la police ou de l'exploitation du port.

Il est tenu de quitter le port, lorsque la sécurité est assurée, à la première injonction des agents chargés de la police du port si, faute de place disponible, ces derniers ont mis à sa disposition un poste déjà attribué mais temporairement disponible.



### CHAPITRE III

## RÈGLES PARTICULIÈRES AUX NAVIRES AMARRES SUR POSTES AMODIES

### Article 29 - Absence amodiataire -

Tout amodiataire de poste d'amarrage doit effectuer auprès des agents chargés de l'exploitation du port une déclaration d'absence, toutes les fois qu'il est amené à libérer le poste amodié pour une période de temps supérieure à trois jours.

Cette déclaration précise la date prévue pour le retour et fait état, le cas échéant, de la volonté de l'amodiataire de ne pas voir son poste affecté à un autre usager, sauf cas de nécessité.

Faute d'avoir été saisi de cette déclaration, le concessionnaire considérera, au bout d'une semaine d'absence, que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et pourra en disposer.

### Article 30 - Vente d'un navire -

Dans le cas de vente ou de location d'un navire ou d'un établissement flottant disposant d'un poste dans le port, le vendeur ou le loueur doit en faire la déclaration auprès des agents chargés de l'exploitation du port dès la réalisation de la vente ou de la location.

En cas de vente d'un navire, le poste d'accostage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de droit de jouissance, de la part du titulaire, au profit du nouveau propriétaire, sans un accord formel du gestionnaire.

Le gestionnaire peut être éventuellement amené à affecter au navire, objet de la transaction, un autre poste.

### CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 31 – Location pour hébergement -

La location d'un navire à des fins d'hébergement à quai est soumise à autorisation du gestionnaire. Un formulaire spécifique doit être adressé chaque année à la capitainerie.

Une assurance couvrant cette activité de location ou d'hôtellerie à flot devra être souscrite.

Le bateau mis en location à des fins d'hébergement à quai est susceptible d'être déplacé sur un ponton dédié à cette activité, entraînant la modification contractuelle du poste d'amarrage affecté.

Le propriétaire du bateau reste responsable des personnes qu'il autorise à monter à bord et à accéder aux installations portuaires.

Le propriétaire doit mettre à disposition des personnes à bord les règles d'usage, de bonne conduite et de respect du voisinage et des autres plaisanciers, il doit mettre à leur disposition les règles et règlements de sécurité, le plan de gestion des déchets, et les alerter des différents dangers possibles.

Le propriétaire doit s'acquitter d'une redevance correspondant au stationnement du navire considéré comme faisant escale au port, comprenant une participation à l'électricité, l'eau et la taxe de séjour.

En cas d'alerte de coup de vent ou de tempête ou de demande d'évacuation, le propriétaire est le seul responsable de l'application des consignes.

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 32 - Constatation des infractions -

Les contraventions au présent règlement et tous autres délits ou contraventions concernant la police des ports de plaisance et de leurs dépendances sont constatés par un procès-verbal dressé par les agents chargés de la police du port, les commissaires de police, gendarmes et autres agents ayant qualité pour verbaliser.

#### Article 33 - Poursuite des infractions -

Chaque procès-verbal est transmis, suivant la nature du délit ou de la contravention constaté au Maire de TREBEURDEN chargé de poursuivre la répression de l'infraction.

#### Article 34 - Mesures conservatoires -

En cas d'infraction aux prescriptions du présent règlement, l'agent chargé de la police du port dresse un procès-verbal et prend immédiatement toutes mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction. Il a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière, après mise en demeure, les navires en contravention aux frais, risques et périls des propriétaires.

#### Article 35 - Garde des navires -

Il est rappelé que le fait, par l'usager du port, d'acquitter une redevance d'utilisation ou une garantie d'usage, ne constitue pas un transfert de la garde du navire mais constitue simplement un droit d'utiliser l'installation.

Chaque propriétaire reste à tout moment responsable de son matériel.

Tout incident pouvant mettre en cause la responsabilité de la commune de TREBEURDEN doit être signalé dans les 48 heures à M. le Maire.

#### Article 36 -

Le présent règlement sera diffusé auprès des usagers et sera affiché aux bureaux du concessionnaire et à la mairie.

#### Article 37 -

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de LANNION,
- Mme le Maire de Trébeurden,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement (Unité Maritime),
- M. le Chef de la brigade de gendarmerie de LANNION,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application.



TREBEURDEN, le 27 décembre 2023

Le Maire,  
Bénédicte BOIRON,

ANNEXE n°1 - PLAN



